



Connaissance, perceptions et attentes des Français à l'égard des listes citoyennes

Novembre 2025

FL / CR N° 122066

Contacts Ifop :
Francois Legrand / Clara Rovere
Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

Sommaire

01.	La méthodologie	3
02.	Les résultats de l'étude	5
03.	Les principaux enseignements	13



01

Méthodologie

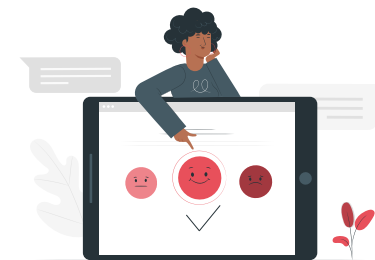
Méthodologie



L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1 000** personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.



La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération



Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne **du 24 au 25 novembre 2025.**

AIDE A LA LECTURE DES RESULTATS



Indiquent des écarts significatifs par rapport à la moyenne.



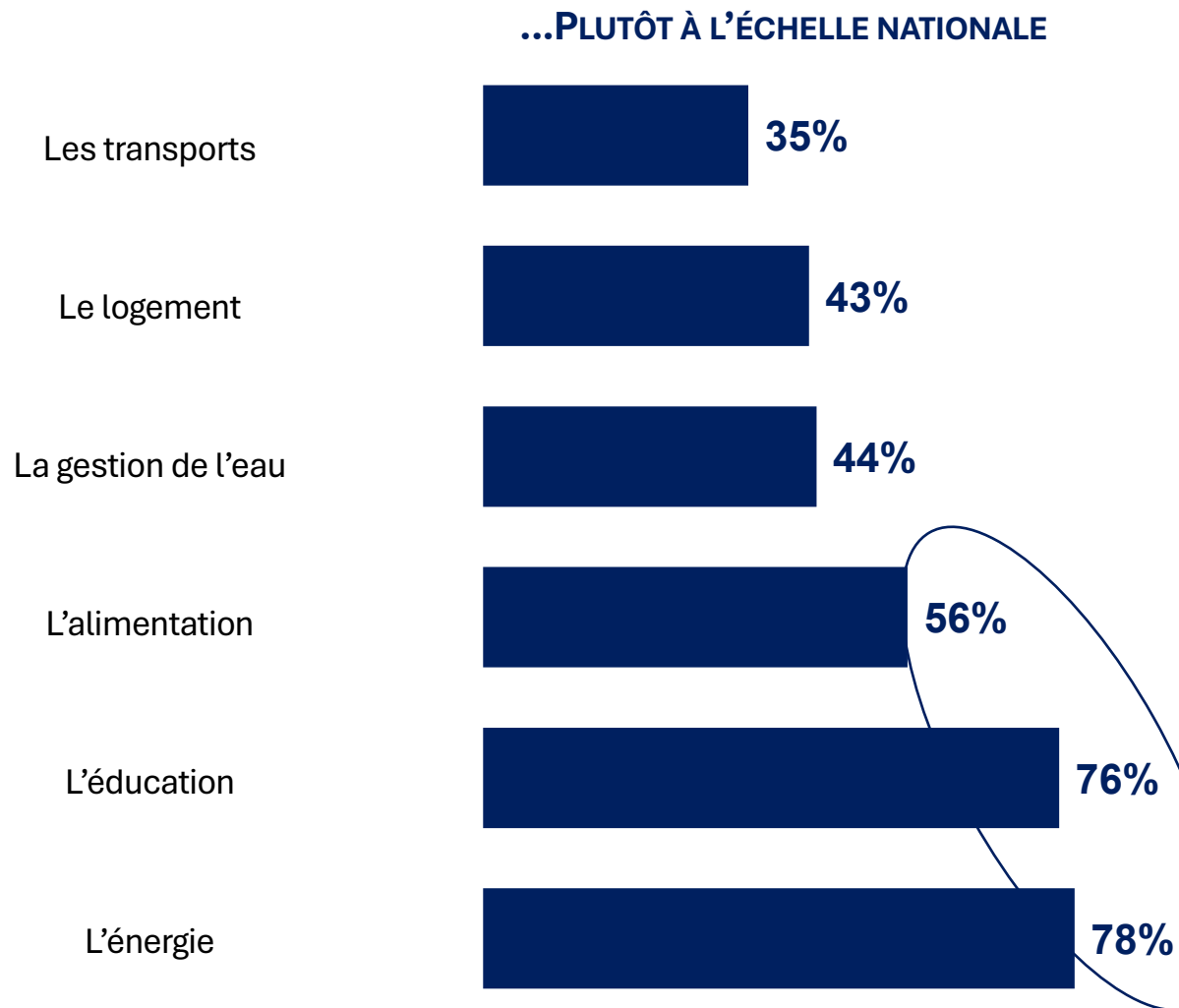
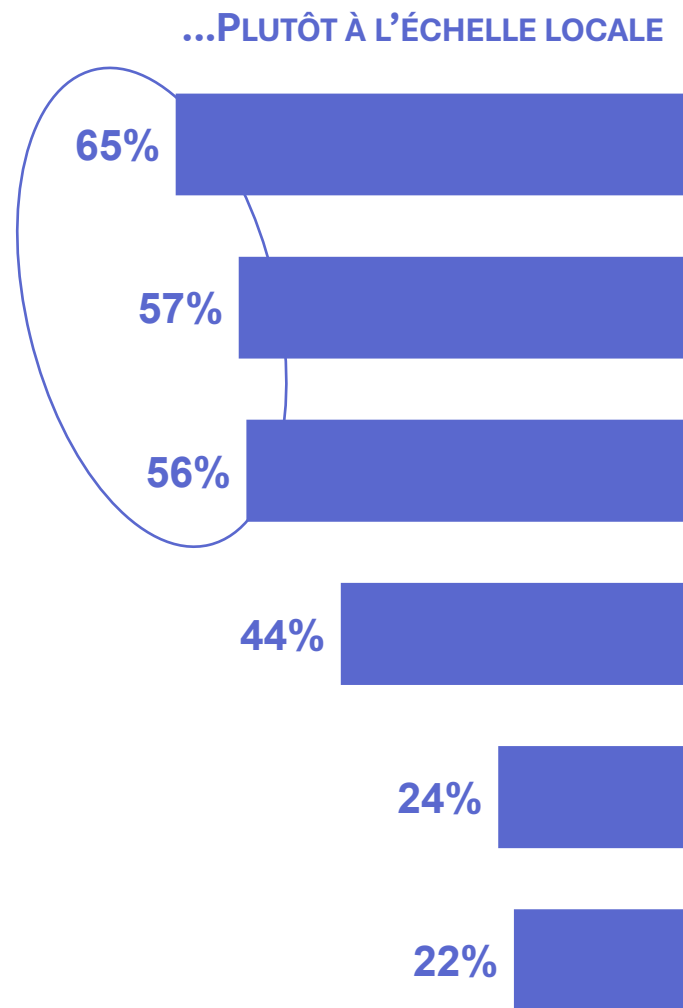
The background image shows a hand holding a stylus, pointing at a tablet. The tablet screen is filled with various data visualizations, including line graphs, bar charts, pie charts, and a central globe with network connections. The entire scene is overlaid with a semi-transparent red graphic that includes a large number '02' and the text 'Les résultats de l'étude'.

02

Les résultats de l'étude

La préférence de traitement de différents enjeux à l'échelle locale ou nationale

Question : Pour chacun des enjeux suivants, selon vous, à quelle échelle est-il le plus pertinent de le traiter ?



Le type de fonctionnement le plus adapté aux besoins essentiels des habitants de sa commune

Question : Selon vous, quel type de fonctionnement serait le plus à même de répondre aux besoins essentiels des habitants de votre commune ?

Un fonctionnement **représentatif**, où les citoyens élisent des représentants qui prennent les décisions politiques

26%

Un fonctionnement **partiellement participatif**, où les habitants sont ponctuellement consultés sur des décisions

52%

Un fonctionnement **en démocratie directe**, où les habitants décident eux-mêmes sur les principales décisions de la ville

22%

FOCUS sur le souhait d'un fonctionnement partiellement participatif :

...selon le sexe :

Hommes 46%

Femmes 57%

...selon la catégorie d'agglomération :

Agglomération parisienne 57%

Com. urbaine de province 53%

Commune rurale 45%

...selon la proximité politique :

Total Gauche 55%

Total Camp présid. 60%

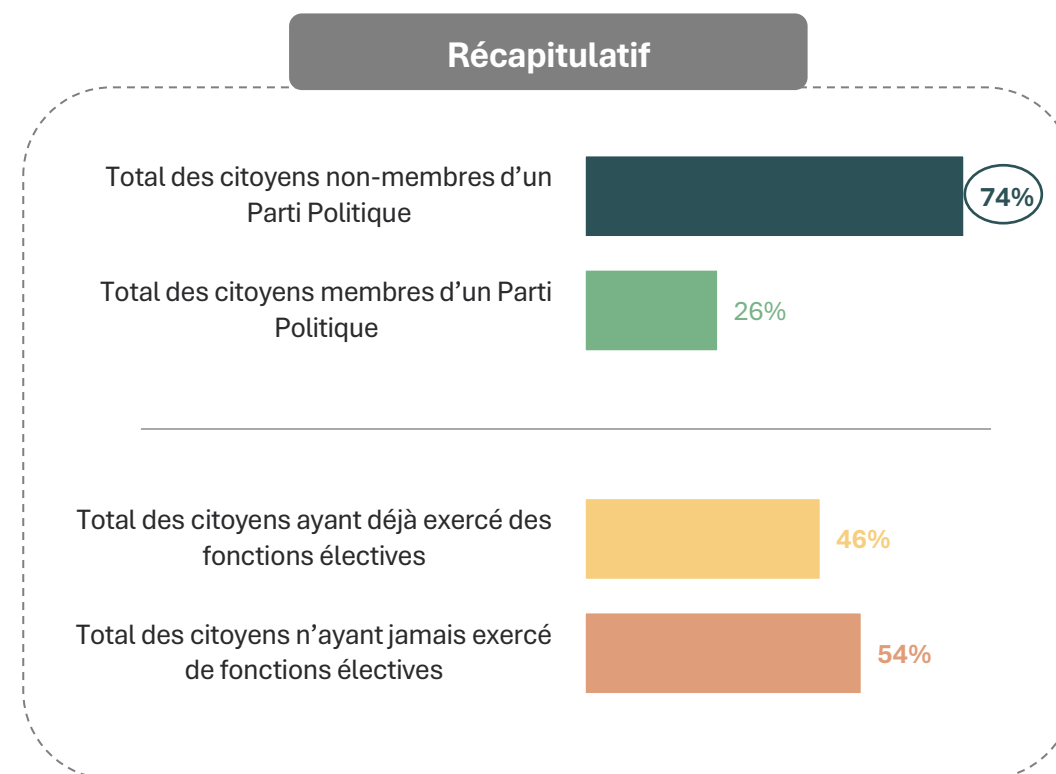
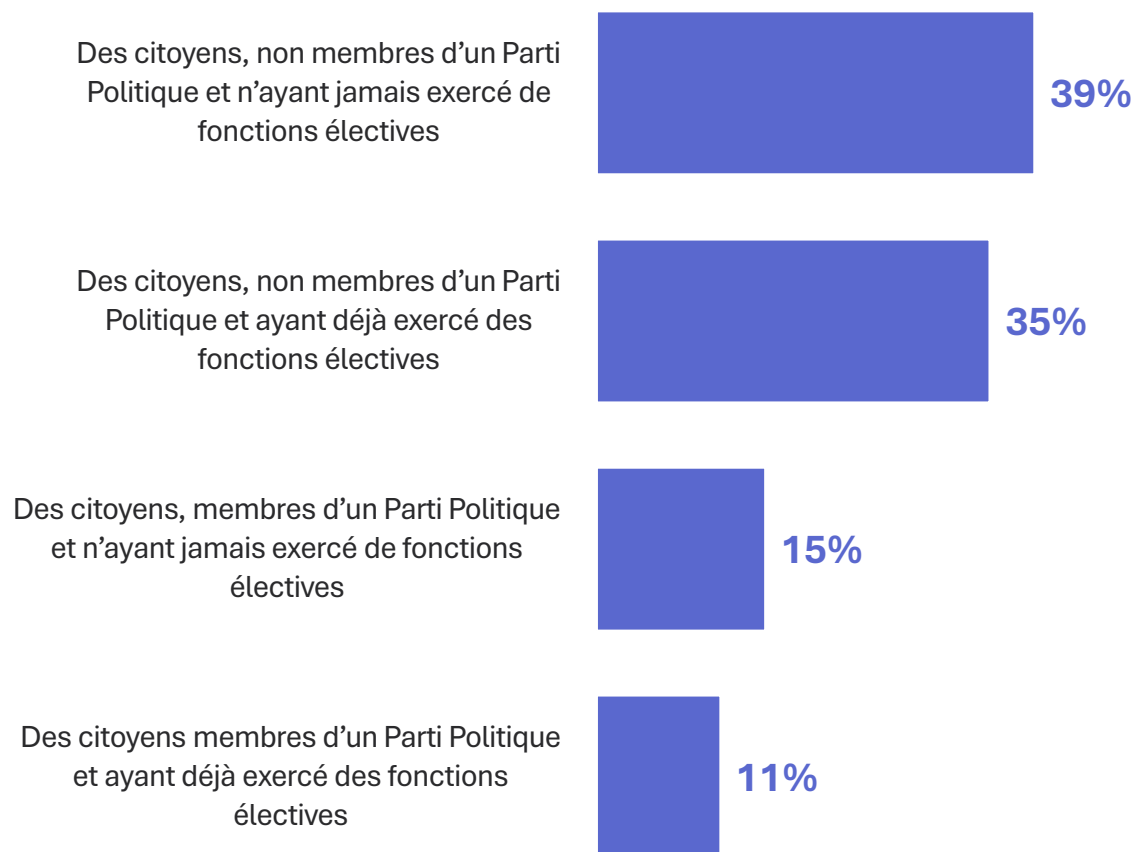
Total Droite 41%

Total Reconquête et RN 42%

Sans sympathie partisane 55%

Le profil le plus souhaitable pour répondre aux besoins locaux, à ses propres besoins et à l'intérêt général

Question : Selon vous, quel profil est le plus souhaitable pour répondre aux besoins locaux, à vos propres besoins et à l'intérêt général (alimentation, eau, transport, logement, écoles, etc.) ?



Le profil le plus souhaitable pour répondre aux besoins locaux, à ses propres besoins et à l'intérêt général

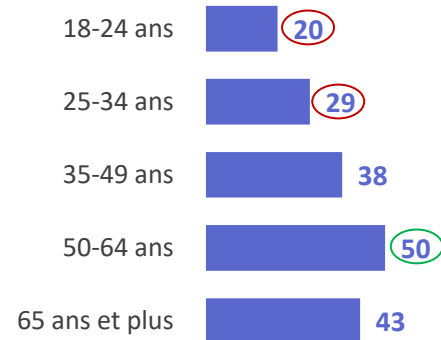
Question : Selon vous, quel profil est le plus souhaitable pour répondre aux besoins locaux, à vos propres besoins et à l'intérêt général (alimentation, eau, transport, logement, écoles, etc.) ?



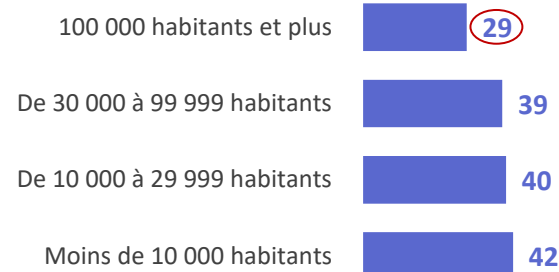
Focus sur les personnes souhaitant **des citoyens, non membres d'un Parti Politique et n'ayant jamais exercé de fonctions électives...**

Moyenne : 39%

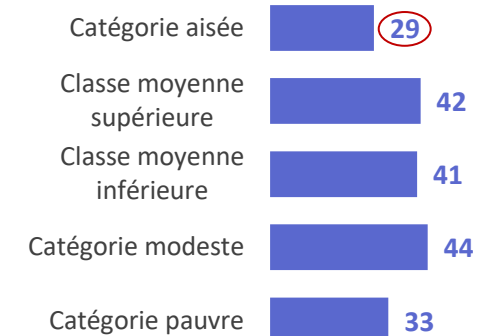
...selon l'âge :



... selon la **taille de commune** :



...selon le **niveau de revenu** :



Le profil le plus souhaitable pour répondre aux besoins locaux, à ses propres besoins et à l'intérêt général

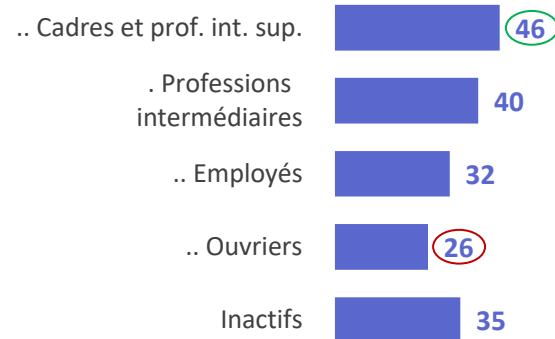
Question : Selon vous, quel profil est le plus souhaitable pour répondre aux besoins locaux, à vos propres besoins et à l'intérêt général (alimentation, eau, transport, logement, écoles, etc.) ?



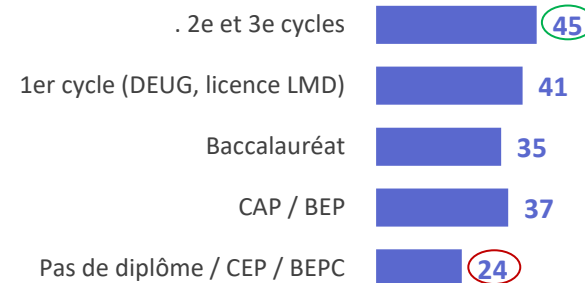
Focus sur les personnes souhaitant **des citoyens, non membres d'un Parti Politique et ayant déjà exercé des fonctions électives...**

Moyenne : 35%

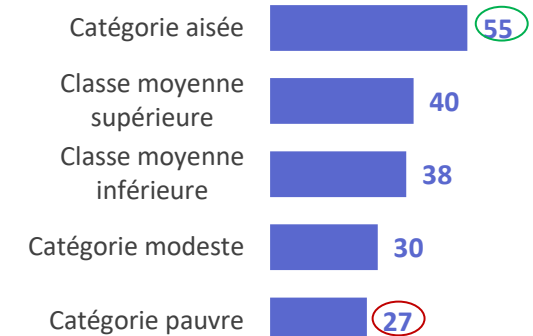
...selon la **catégorie socio-professionnelle** :



... selon le **niveau d'éducation** :

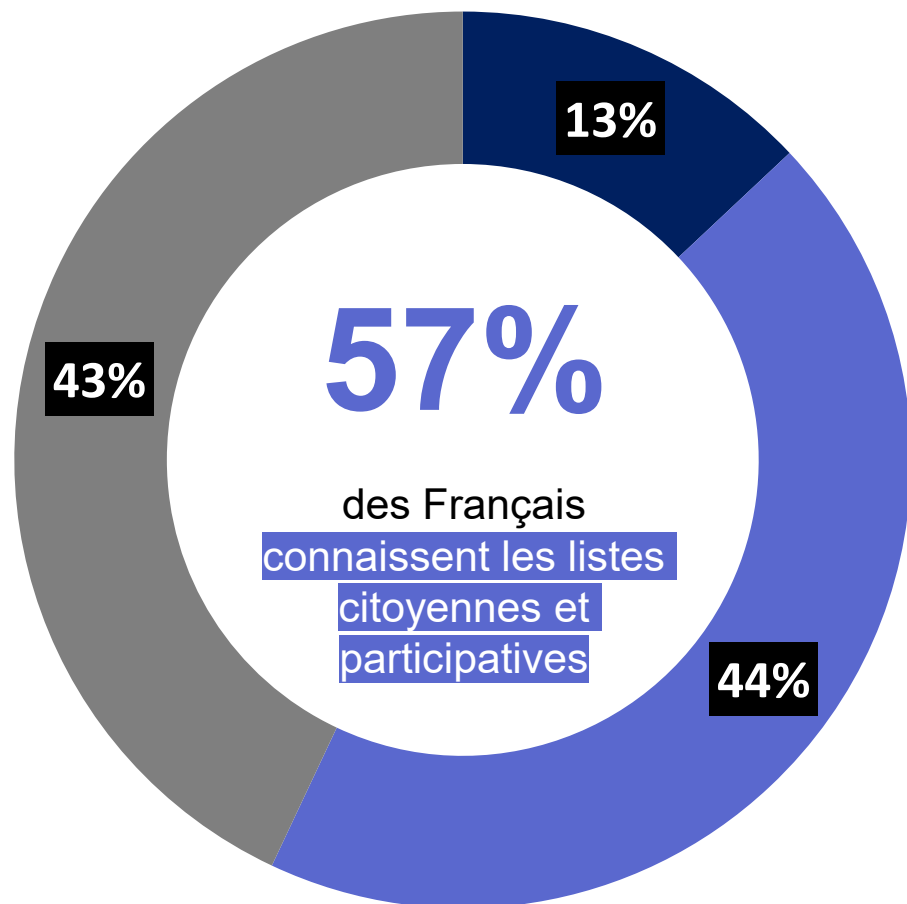


...selon le **niveau de revenu** :



La connaissance des listes citoyennes et participatives

Question : Savez-vous ce qu'est une liste citoyenne et participative ?



■ Oui, et vous voyez précisément de quoi il s'agit

■ Oui, vous en avez entendu parler, mais vous ne voyez pas précisément de quoi il s'agit

■ Non, vous ne voyez pas de quoi il s'agit



FOCUS sur les personnes sachant précisément ce qu'est une liste citoyenne :

...selon l'âge :

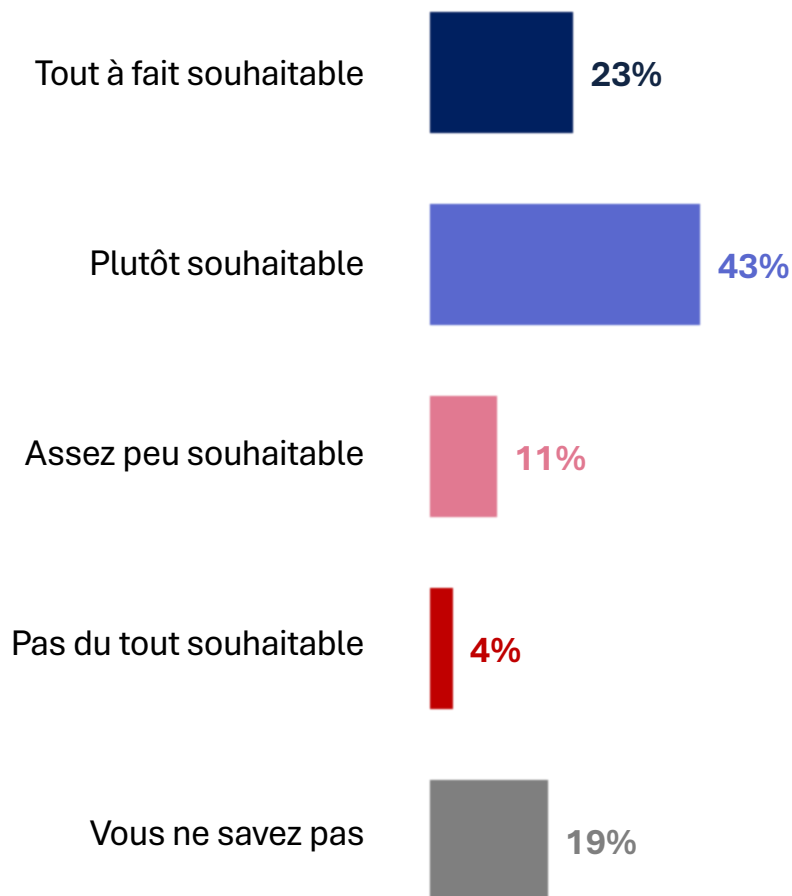
18-24 ans	13%
25-34 ans	11%
35-49 ans	12%
50-64 ans	13%
65 ans et plus	16%

...selon la taille de la commune :

100 000 habitants et plus	20%
De 30 000 à 99 999 habitants	12%
De 10 000 à 29 999 habitants	16%
Moins de 10 000 habitants	10%

Le souhait qu'une liste citoyenne et participative se présente aux élections municipales de 2026 dans sa commune

Question : Selon-vous, serait-il souhaitable qu'une liste citoyenne et participative se présente dans votre commune en 2026 ?

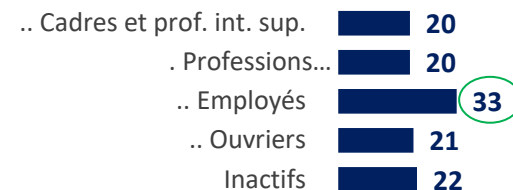


66%
Total
souhaitable

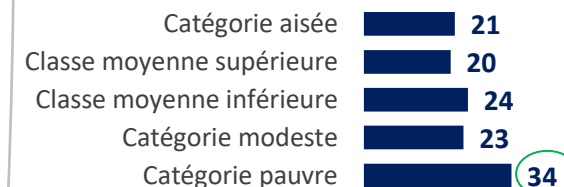
15%
Total pas
souhaitable

FOCUS sur les personnes pour qui il est tout à fait souhaitable qu'une liste citoyenne et participative se présente aux élections municipales de 2026 :

...selon la catégorie socio-professionnelle :



...selon le niveau de revenu :

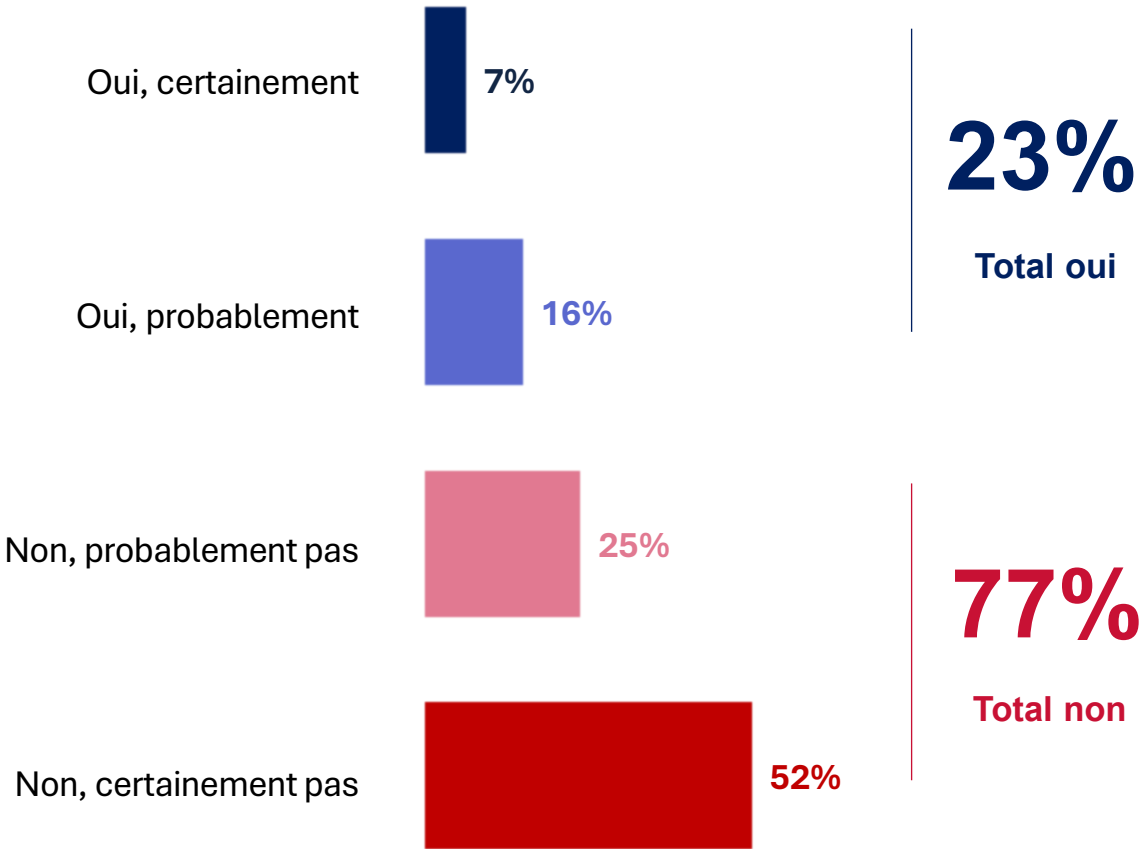


...selon la connaissance des listes citoyennes et participatives :



La propension à envisager d'être candidate aux élections municipales de 2026 ou à toute autre élection municipale

Question : Pourriez-vous envisager d'être candidate aux élections municipales de 2026, ou à toute autre élection municipale dans le futur ?

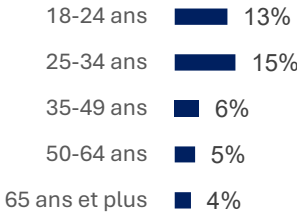


FOCUS sur les personnes envisageant certainement d'être candidat.e.s aux prochaines élections municipales :

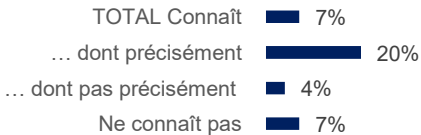
...selon le sexe :



...selon l'âge :



...selon la connaissance des listes citoyennes et participatives :



Le type de liste pour laquelle les personnes concernées pourraient envisager de se porter candidates

Question : Dans quel cadre pourriez-vous envisager d'être candidat ?

Base : aux personnes pouvant envisager d'être candidates aux élections municipales de 2026, ou à toute autre élection municipale dans le futur, soit 23% de l'échantillon

Plutôt sur une liste
citoyenne et participative,
idéalement apaisane



Plutôt sur une liste portée
par un parti politique



FOCUS sur les personnes envisageant d'être candidat.e.s plutôt sur une liste citoyenne et participative :

...selon le sexe :



...selon l'âge :



...selon la taille de la commune :





03

Les principaux enseignements

Les principaux enseignements (1/3)

Les sujets concrets du quotidien renvoyés au niveau local, tandis que l'éducation et l'énergie demeurent des prérogatives perçues comme nationales

Les enjeux du quotidien sont largement considérés comme relevant de l'échelon local, mais l'éducation et l'énergie demeurent des compétences attendues de l'État. Les Français estiment très majoritairement que les transports (65 %), le logement (57 %) et la gestion de l'eau (56 %) doivent être traités en priorité au niveau local, de même que, dans une moindre mesure, l'alimentation (44 %, contre 56 % qui privilégient l'échelon national). À l'inverse, l'éducation et l'énergie restent nettement perçues comme des domaines de responsabilité de l'État central, près de huit Français sur dix jugeant plus pertinent de les traiter à l'échelle nationale. Ce premier ensemble de résultats dessine un partage des rôles clair : les sujets très concrets du quotidien sont renvoyés au maire et à la commune, tandis que les politiques structurantes (école, énergie) restent pensées dans un cadre national.

Un modèle municipal « partiellement participatif », porté par des citoyens apolitiques mais pas nécessairement inexpérimentés en politique

Les Français plébiscitent un fonctionnement municipal hybride, partiellement participatif, confié à des citoyens plutôt apolitiques mais pas forcément novices en politique. Interrogés sur le type de fonctionnement jugé le plus adapté aux besoins essentiels des habitants de leur commune, la majorité des Français privilégie un modèle « partiellement participatif » (52%), où les habitants sont ponctuellement consultés sur les décisions, loin devant le schéma purement représentatif (26 %), ou celui de la démocratie directe (22 %). Ce souhait d'un équilibre entre représentation et participation est un peu plus marqué chez les femmes (57 % contre 46 % des hommes) et dans les grandes agglomérations (57% en agglomération parisienne contre 45% dans les communes rurales). Lorsqu'il s'agit d'identifier le profil le plus souhaitable pour répondre aux besoins locaux, les répondants privilégient très nettement des citoyens non-membres d'un parti politique (74 % au total), qu'ils aient déjà exercé ou non des fonctions électives. Deux profils se détachent ainsi : les « citoyens ordinaires » n'ayant jamais exercé de mandat (39 %) et ceux qui disposent d'une expérience électorale mais demeurent apolitiques (35 %). Les profils affiliés à un parti politique ne recueillent dans l'ensemble qu'un quart des préférences (26 %), signe d'une forte attente d'apolitisme, sans rejet de l'expérience politique en tant que telle. Parmi les Français éprouvant le souhait de voir se présenter des citoyens, non membres d'un Parti Politique et n'ayant jamais exercé de fonctions électives Parmi les Français souhaitant voir se présenter des citoyens n'appartenant à aucun parti politique et n'ayant jamais exercé de fonctions électives (39%), cette préférence est davantage marquée chez les personnes âgées et les membres de la classe moyenne, mais elle est moins présente dans les petites communes (moins de 10 000 habitants). En revanche, ceux qui expriment le souhait de voir des citoyens sans appartenance partisane mais disposant déjà d'une expérience politique se recrutent majoritairement parmi les catégories socioprofessionnelles supérieures, les diplômés et les ménages les plus aisés.

Les principaux enseignements (2/3)

Des listes citoyennes encore mal connues mais largement souhaitées pour les municipales de 2026

Encore mal identifiées, les listes citoyennes et participatives suscitent pourtant un fort souhait de présence dans la perspective des municipales de 2026. À ce stade, 57 % des Français déclarent savoir ce qu'est une liste citoyenne et participative, mais seuls 13 % affirment voir « précisément » de quoi il s'agit, quand 44 % n'en ont qu'une connaissance floue et 43 % n'en ont jamais entendu parler. Cette connaissance plus fine progresse légèrement avec l'âge et est un peu plus élevée dans les grandes villes. Malgré cette relative méconnaissance, l'idée rencontre un écho très favorable : deux tiers des Français (66 %) jugent souhaitable qu'une liste citoyenne et participative se présente dans leur commune en 2026, dont près d'un quart qui jugent cela « tout à fait » souhaitable (23%). Parmi ces derniers, on distingue une appétence particulière au sein de la classe moyenne, des catégories populaires et des personnes connaissant déjà bien ce type de liste. Seuls 4 % exprime une hostilité explicite, tandis qu'un cinquième environ ne se prononce pas (19%), traduisant un espace de conviction encore important mais sur un fond de bienveillance a priori.

Un vivier de candidats potentiels non négligeable, surtout parmi les jeunes et dans les petites communes, majoritairement attirés par les listes citoyennes

Une minorité non négligeable se projette comme candidate potentielle, majoritairement sur une liste citoyenne et participative, avec un vivier particulièrement présent chez les jeunes et dans les petites communes. Si la grande majorité des Français écarte l'idée de se présenter à une élection municipale (77 %), près d'un quart de la population (23 %) se dit néanmoins prête à l'envisager, dont 7 % qui se déclarent « certainement » prêts à franchir le pas. Ce noyau dur de potentiels candidats est plus masculin (10 % des hommes contre 5 % des femmes) et surtout plus jeune : la proportion de personnes se voyant « certainement » candidates atteint 13 % chez les 18-24 ans et 15 % chez les 25-34 ans, avant de décroître nettement avec l'âge (4% des 65 ans et plus). Au sein de ce vivier, l'appétence pour les listes citoyennes et participatives est très nette : 75 % de ceux qui pourraient être candidats le feraient plutôt sur ce type de liste, idéalement apaisante, contre 25 % seulement qui se tourneraient vers une liste portée par un parti. Cette préférence pour les listes citoyennes est majoritaire dans toutes les classes d'âge et dans les communes de moins de 10 000 habitants (88%), ce qui laisse entrevoir un potentiel de renouvellement local important si ce réservoir d'intentions parvient à se transformer en candidatures effectives.

Les principaux enseignements (3/3)

Des dynamiques territoriales contrastée dans le rapport au local et aux listes citoyennes

Le Sud-Ouest se distingue nettement comme la région la plus favorable à une politisation locale et citoyenne : les habitants y privilégient plus souvent que la moyenne un traitement local des enjeux du quotidien (68% pour les transports vs 65% en moyenne, 66% pour la gestion de l'eau contre 56 % en moyenne) et surtout la démocratie directe, citée par 42% comme mode de fonctionnement idéal de la commune (contre 22% au niveau national), tout en étant les plus nombreux à juger « tout à fait souhaitable » la présence d'une liste citoyenne en 2026 (38%, vs 23% en moyenne). Le Sud-Est combine également une appétence plutôt forte pour les listes citoyennes (27% « tout à fait souhaitable ») avec une propension à l'engagement personnel plus élevée qu'ailleurs (10 % envisagent « certainement » une candidature, contre 7% en moyenne), traduisant un terreau favorable à l'action politique locale.

L'Île-de-France, à l'inverse, se caractérise par une approche plus institutionnelle : les Franciliens privilégient davantage l'échelle nationale sur des enjeux structurants comme l'eau (55 % national vs 45% en moyenne) ou l'alimentation (63% vs 56% en moyenne), soutiennent majoritairement un fonctionnement partiellement participatif (58% vs 52% en moyenne) et se montrent plus réservés quant à la connaissance des listes citoyennes (52 % déclarent savoir ce que c'est, en dessous de la moyenne à 57%).

Le Nord-Est et le Nord-Ouest occupent des positions intermédiaires : proches de la moyenne nationale sur la plupart des indicateurs, ils expriment toutefois moins de certitude politique, avec des niveaux d'indécision plus élevés sur la souhaitabilité des listes citoyennes (25 % de « ne sait pas » dans le Nord-Est, et 22% dans le Nord-Ouest, vs une moyenne de 19%).

Dans l'ensemble, la géographie des résultats oppose ainsi un Sud plus favorable à l'expérimentation citoyenne et au local à une Île-de-France plus centralisée et prudente, les régions du Nord exprimant une attitude plus modérée.



Everything starts with people